

COMMUNIQUÉ

13 décembre 2024

VOTE DU BUDGET

Le conseil d'administration de l'UA valide un budget 2025 en déficit

Le vote du budget est un moment fort dans la vie d'un établissement. La présidente de l'Université d'Angers, Françoise Grolleau, se mobilise depuis plusieurs mois pour boucler l'année et trouver des solutions aux contraintes budgétaires qui pèsent sur les établissements d'enseignements supérieur dont le sien, historiquement sous-doté. Hier, jeudi 12 décembre, les membres du conseil d'administration ont voté un budget en déséquilibre, malgré une année déjà contrainte et une maîtrise des dépenses. Ils ont aussi adopté à l'unanimité une motion « L'UA mobilisée ». Explications.

« L'Université d'Angers est une université qui fait réussir ses étudiant·es, qui est performante sur ses activités de recherche et qui sait aussi aller chercher des ressources propres au-delà de la moyenne nationale. Nous avons pris l'habitude de faire beaucoup avec peu, d'être innovants et audacieux, mais le système a ses limites ! », avait indiqué Françoise Grolleau il y a un peu plus d'un mois lors de la conférence des élus du territoire qu'elle avait alertés de la situation. Leur annonçant qu'il lui manquait 20 millions d'euros pour construire son budget au minimum, ils avaient tous soutenu sa démarche auprès du ministère. Finalement, mobilisée avec son équipe, elle a obtenu de la Rectrice, chancelière des universités, de présenter un budget prévisionnel en déficit à hauteur de 9,7 millions d'euros. Budget de 209 millions d'euros, avec une répartition en grandes masses à hauteur de 40% pour la formation, 30% pour la recherche et 9% pour l'immobilier, qui a été approuvé par les administrateurs.

UNE ÉQUATION INSOLUBLE

« Nous avons fait le choix de préserver au maximum l'emploi. Il faut savoir que la masse salariale représente 78% de nos dépenses. En revanche, nous allons devoir puiser sur la trésorerie de l'établissement et limiter l'investissement au strict minimum. À savoir, réaliser uniquement ce qui est fléché comme par exemple les travaux financés par le contrat de plan État-Région. Rien à côté sur ressources propres ! », explique Philippe Leriche, premier vice-président en charge du Conseil d'administration. Face à un déficit qui se creuse, l'UA attend un rehaussement de sa subvention pour charge de service public qu'elle réclame de façon légitime depuis plusieurs années.

PENSONS AUSSI À DEMAIN

Le vote du budget s'est accompagné d'une motion adoptée à l'unanimité par les administrateurs : « En votant ce budget, nous affirmons notre sens des responsabilités, en conscience, de la situation du pays et nous nous inscrivons dans une approche constructive. Mais nous déclarons la situation actuelle inacceptable : elle est un renoncement à nos ambitions pour l'UA et ses parties prenantes ». Ils ont aussi approuvé le plan stratégique de retour à l'équilibre budgétaire qui sera déployé à partir de janvier.